

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	47	28

N° de la séance : 46

Objet de la délibération : Direction Etudes
Supports Envinet - Lutte contre les dépôts
sauvages et autres incivilités - Demande
d'engagement des communes dans la
mise en oeuvre des sanctions pénales

- ☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.101

Date de la convocation :

Le 21/06/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 4 JUIL. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 4 JUIL. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 27 juin 2016

L'an deux mil seize et le 27 juin à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Jean LEONETTI, Thérèse ROUAZE à Michel BERTRAND, Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Michèle MURATORE à Béatrice VIGNOLO, Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Elisabeth JANIN à Michel ROSSI, Anne-Marie BOUSQUET à Jacques GENTE, Marina LONVIS à Angèle MURATORI, Afrim KACA à Audouin RAMBAUD, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL

ABSENTS :

Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Joseph LE CHAPELAIN, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Serge AMAR, Christophe ETORE, Abderrazak SALOUH, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

La propreté est au centre des préoccupations des citoyens. Malgré cet état de fait, force est de constater que de nombreuses incivilités sont à déplorer, comme le dépôt ou l'abandon de déchets encombrants, abandon de sacs de déchets sur le trottoir, etc.

Pourtant, tous les moyens adéquats sont mis à disposition des citoyens de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis :

- Dotation gratuite en contenants et en composteurs permettant d'une part le tri et la valorisation des déchets et d'autre part une présentation appropriée à la collecte,
- Collecte gratuite des encombrants avec prise de rendez-vous au 04.92.19.75.00,
- Réseau de déchèteries communautaires permettant l'apport d'objets encombrants gratuitement pour les particuliers.

En complément des dispositifs précités, des campagnes annuelles de sensibilisation et de communication sont assurées par la réalisation et la distribution de plaquettes d'information, de guides de bonnes pratiques mais également par la présence sur le terrain d'une équipe constituée de contrôleurs qualifiés et d'ambassadeurs du tri.

Afin de lutter contre ces pratiques, la C.A.S.A. a, par l'intermédiaire de son règlement de collecte, introduit la possibilité de la mise en œuvre par les communes membres d'une sanction à l'encontre des contrevenants dans le cadre de la transaction pénale.

Conformément à l'article 44-1 du code de procédure pénal, lors d'une infraction, la transaction peut être proposée par le Maire au contrevenant par lettre recommandée ou remise contre récépissé en double exemplaire au contrevenant dans un délai d'un mois à compter du procès-verbal constatant l'infraction. Elle précise :

- la nature des faits reprochés, leur qualification juridique ainsi que le montant de l'amende et les peines complémentaires encourus ;
- le montant de la réparation proposée et le délai dans lequel cette réparation devra être versée ;
- le délai dans lequel le contrevenant devra faire connaître son acceptation ou son refus de la proposition de transaction.

Afin de garantir l'efficacité de cette démarche, il apparaît indispensable que l'ensemble des communes membres de la C.A.S.A. délibèrent sur la mise en œuvre de la transaction pénale dans le domaine de la gestion des déchets et l'étendent éventuellement aux autres incivilités, adoptent des montants identiques de pénalisation des infractions, conventionnent avec le Procureur de la République.

Les services compétents de la C.A.S.A. pourront accompagner les Communes membres de la C.A.S.A. dans la mise en œuvre de cette démarche.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le principe de généralisation de la démarche sur l'ensemble des Communes membres de la C.A.S.A.,
- d'approuver le principe de la mise en œuvre de la transaction pénale par l'ensemble des Communes membres pour lutter contre les incivilités,

- d'approuver le principe de l'harmonisation et l'augmentation des sanctions sur l'ensemble des Communes membres de la C.A.S.A.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE :

- le principe de généralisation de la démarche sur l'ensemble des Communes membres de la C.A.S.A.,
- le principe de la mise en œuvre de la transaction pénale par l'ensemble des Communes membres pour lutter contre les incivilités,
- le principe de l'harmonisation et l'augmentation des sanctions sur l'ensemble des Communes membres de la C.A.S.A.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 27 juin 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 27/06/2016
Numéro : CC.2016.101
Nature : DE - Deliberations
Objet : Lutte contre les dépôts sauvages et autres incivilités -
Demande d'engagement des communes dans la mise en
oeuvre des sanctions pénales
Matière : 9.1 - Autres domaines de competences des communes

Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 111245811
Référence envoi : IDF2016-07-04T16-31-47.00
Envoyé le : 04/07/2016
à (TU) : 14h32:06

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/07/2016
Identifiant : 006-240600585-20160627-AOI_6177-DE

Acte reçu

Date : 27/06/2016
Numéro interne : AOI_6177
Code nature : 1
Code matière 1 : 9
Code matière 2 : 1
Objet : Lutte contre les dépôts sauvages et autres incivilités - Demande d'engagement des communes dans la
mise en oeuvre des sanctions pénales
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160627-AOI_6177-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 0